

IIRC'INFO est la lettre des nouveautés en ligne des sites et blogs de la Chaire d'excellence *Gestion du conflit et de l'après-conflit* et de l'*Institut international de recherche sur la confluctualité* (IIRCO)

• Contact :

Pascal Plas

Fondation partenariale - Université de Limoges
Directeur de la Chaire d'excellence Gestion du conflit et de l'après-conflit
Endowed Chair in Conflict Management and Post-conflict Cultures
Directeur de l'Institut international de recherche sur la confluctualité

Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges
5 rue Félix Éboué - BP 3127 - 87 031 Limoges Cedex

Tél : 05 55 14 92 34 - 06 45 82 72 99

Mail : pascal.plas@unilim.fr

Web : <https://www.unilim.fr/iirco/>

Blog : <http://jupit.hypotheses.org>

Facebook : <https://www.facebook.com/iirco/>

Twitter : [IIRCO@IIRCO JPIT](https://twitter.com/IIRCO_JPIT)



Focus.

Depuis maintenant plusieurs semaines, les questions d'enlèvements d'enfants ukrainiens pour être « russifiés » parcourent le monde associatif, les ONG, les universités et les médias. À l'été 2022, un collectif de chercheurs et d'universitaires dont Gérard Bensussan a participé à la création de l'Association pour l'Ukraine, pour leurs libertés et la nôtre ! Cette association a déposé une plainte à la Cour pénale internationale le 25 décembre 2022, dans l'optique que le Procureur ouvre une enquête.

Celui-ci a décidé de se rendre lui-même en Ukraine pour rechercher les faits et établir la vérité judiciaire et, au final la Cour pénale internationale a délivré des mandats d'arrêt contre Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova le 17 mars 2023. Ils seraient responsables du crime de guerre de déportation illégale de population mais plus particulièrement d'enfants et du crime de guerre de transfert illégal de population de la zone ukrainienne occupée vers la Russie. Ces faits auraient été commis à partir du début de la guerre, le 24 février 2022. Selon la CPI, il y a des motifs raisonnables de penser que le président et la commissaire aux droits des enfants seraient individuellement responsable pénalement.

Aux vues des demandes présentées par l'accusation, le 22 février 2023, la Chambre préliminaire a estimé qu'il y avait des motifs de croire que la responsabilité de chacun des suspects est engagée à raison d'un crime de guerre commis dans certaines zones occupées de l'Ukraine par la Fédération de Russie, ces crimes ayant été commis à l'encontre d'enfants ukrainiens.

La Chambre préliminaire avait demandé à ce que ces mandats restent secrets pour protéger les victimes et les témoins. Il y a également un but de sensibilisation et de prévention de la commission de nouveaux crimes. La Chambre a considéré qu'il était dans l'intérêt de la Justice d'autoriser le greffe à divulguer au grand public l'existence des mandats, le nom des suspects, les crimes qui sont visés par les mandats et les modes de responsabilités utilisées.



©Ukraine : J'accuse Libération [Images dures] | Arrêt sur Info (arrestsurinfo.ch)

IIRCO
Institut International de
recherche sur la confluctualité

Actualités

Arménie/CPI.

Alors que Erevan lance un processus de ratification du statut de Rome (déclaré conforme à la constitution par la Cour constitutionnelle arménienne le 24 mars 2023) qui lui permettrait de rejoindre le groupe des États parties à la CPI, Moscou menace de représailles si l'Arménie intègre la CPI. Selon les agences russes officielles (Tass et RIA Novosti) « *Moscou considère que les projets d'Erevan d'adhérer au statut de Rome de la CPI dans le contexte des récents mandats d'arrests illégaux et juridiquement nuls de la CPI (sic) contre les dirigeants russes sont absolument inacceptables* ». Ce à quoi répond l'Arménie que la ratification est destinée à se défendre de son ennemi actuel l'Azerbaïdjan, la guerre n'ayant jamais véritablement cessé depuis le 9 novembre 2020.

Rwanda/France.

Pierre Lepidi signale dans *Le Monde Afrique* à la mi-mars 2023 que, selon Vincent Duclert : « deux ans après son rapport de mars 2021 (...) il y a une accélération actuelle des procédures pour des affaires de diffamation ou d'injures publiques (...) les plaintes débouchent presque systématiquement sur des procès ». En mai 2022, Natacha Polony éditorialiste à *Marianne* a été la première à comparaître en France pour contestation de crime contre l'humanité au Rwanda après des propos sur France Inter et elle a été relaxée. Plus récemment, Maria Malagardis, accusée d'injures publiques par le chef du renseignement militaire rwandais a été elle aussi relaxée. À l'heure actuelle ce sont les journalistes Benoit Collombat, de la cellule investigation de *Radio France*, et Laurent Larcher, spécialiste de l'Afrique au journal *La Croix* auteurs du livre *Rwanda, ils parlent* (Seuil, 2019), qui sont poursuivis pour complicité de diffamation.

Publications

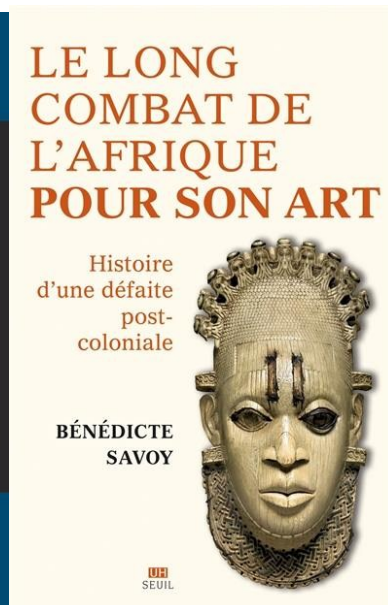
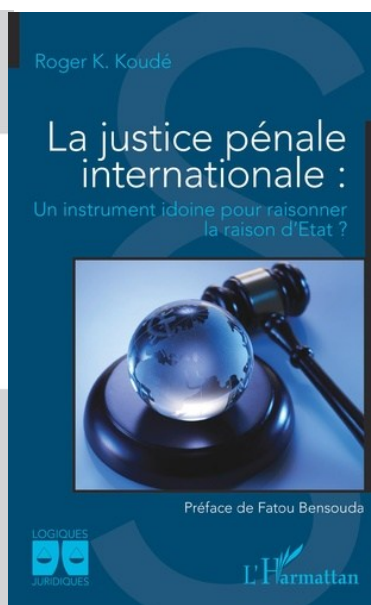
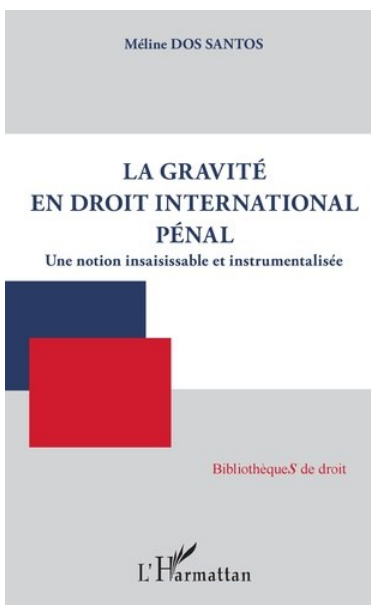


FAURE Camille [sous la direction de], **Manuel de droit des opérations militaires**, Paris, ministère des Armées, Secrétariat général pour l'administration, 376 pages.

Comme l'indique le Général d'armée Thierry Burkhard ainsi que Claire Legras la Directrice des affaires juridiques dans la préface : « Bien plus qu'un corps de règles complexes à maîtriser, le droit international humanitaire et plus largement le droit applicable aux opérations des forces françaises constituent l'armure de nos soldats. Armure inhérente à l'état de militaire, puisqu'en vertu de l'article L.4122-1 du code de la défense il ne peut se voir ordonner ou « accomplir des actes qui sont contraires au lois, aux coutumes de la guerre et aux conventions internationales ». Ce manuel de droit opérationnel, après une longue introduction sur le droit humanitaire pose, dans une première partie, le cadre juridique d'intervention des forces armées sur le territoire national et dans une seconde partie le même cadre juridique mais en dehors du territoire national en distinguant les interventions qui ne relèvent pas du *jus ad bellum* et « les fondements du recours à la force armée par les états dans les relations internationales ». La troisième partie, la plus importante, est entièrement consacrée à

l'emploi de la force en situation de conflit armé. Les quatrième et cinquième parties mettent l'accent sur les règles spécifiques liées aux opérations dans certains milieux (océans, cyberspace), et au contrôle du respect du droit en opération. Un manuel riche et fort utile.

Vient de paraître



Activités de l'IiRCO / partenaires

Association Française d'Histoire de la Justice



De Cesare Beccaria à Robert Badinter

Sous la direction de Basile Ader, Sylvie Humbert, Hervé Leuwers, Denis Salas



Pierre Pélessier, Jean-François Petit, Nicolas Picard, Michel Porret, Jean-Pierre Royer, Marie-Ève Saint-Georges, Denis Salas

Le dernier numéro de la revue *Histoire de la Justice* vient de paraître. Bien long fut le chemin vers l'abolition de la peine de mort en France. Comment expliquer ce paradoxe au pays des Lumières ? Certes, le combat fut mené au XVIIIe siècle d'abord par les philosophes Cesare Beccaria et Voltaire, puis par Victor Hugo au XIXe siècle avec des arguments humanistes autant qu'utilitaristes. Mais l'abolition intervient par la volonté politique d'un homme, François Mitterrand, qui, peu après son entrée à l'Élysée en 1981, demande à son garde des Sceaux, l'avocat Robert Badinter abolitionniste convaincu depuis l'affaire Buffet/Bontems, de préparer un projet de loi abolissant la peine de mort. Quelques mois plus tard, la loi du 9 octobre 1981 mettait enfin un terme à un débat de plusieurs siècles sur l'efficacité, la nécessité, l'utilité, la moralité ou la légitimité de la peine capitale.

Sous la direction de Basile Ader, Sylvie Humbert, Hervé Leuwers, Denis Salas.

Avec les contributions de Raynald Abad, Basile Ader, Jean d'Andlau, Philippe Audegean, Rusen Aytac, Robert Badinter, Olivier Bosc, Didier Cholet, Elisabeth Delatte, Simon Grivet, Sylvie Humbert, Dario Ippolito, Cathy Leblanc, Philippe Lemaire, Hervé Leuwers, Antoine Meissonnier,

ENM / Cahiers de la Justice

Dans le cadre du programme de recherche sur *Les procès des attentats de 2015-2016 en France—analyse ethnocomparative et mémorielle*, vient de paraître, à la suite du colloque consacré aux *Procès de terrorisme. Regards croisés* tenu à Limoges les 26 et 27 janvier dernier, un numéro des *Cahiers de la Justice* qui comprend un dossier sur le procès du 13 novembre. La première partie dédiée aux sciences sociales (communication de Virginie Sansico, Sandrine Lefranc et Sharon Weil, Chloé Guyard et Anne-Clémentine Laroque), la seconde partie fait état de réflexions des professionnels du droit (Xavière Siméoni, Régis de Jorna, Jean-Louis Perriez, Safya Akorri, Claire Josserand-Schmidt). Un témoignage de George Salines partie civile au procès qui conclut le dossier.



A signaler dans la revue de Paris 1 Panthéon Sorbonne #1257 (2022 N.4), un article de Mathilde Sergent-Mirebault, Doctorante en sociologie sur : « La collecte des archives en direct au procès v13 : de l'attendu à l'imprévisible ».



Pyramide production

Une production Pyramide Production et Uni Solo Studio avec la participation de France Télévisions.

Et le soutien de la Région Nouvelle-Aquitaine en partenariat avec le CNC et accompagné par ALCA, du Centre national du cinéma et de l'image animée, de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, de la PROCIREP – Société des Producteurs et de l'ANGOA et du ministère des Armées – Secrétariat général pour l'administration – Direction de la mémoire, de la culture et des archives.

De la foisonnante culture yiddish en Pologne aux années noires de la guerre en France jusqu'en Israël ou vivent aujourd'hui ses descendants, **Sortie des ombres** raconte l'histoire de **Chaïm Rozent**, l'étranger, le Juif, assassiné par les nazis dans un village de Corrèze le 6 avril 1944.

Avant-première : le jeudi 13 avril 2023 à 20 :00

Au cinéma le Soubise

13 Boulevard du Pré Soubise – Meymac 19250



Documentaires



Un film de Julien Johan, Agnès Pizzini

En 1945, 12 millions d'enfants sans foyer errent dans les décombres d'une Europe à peine sortie du conflit le plus meurtrier qu'elle ait connu. Un nombre sans précédent d'enfants se retrouvent séparés de leurs parents ou orphelins. Sous couvert de l'intérêt supérieur de ces enfants et de la nation, la France, Les États-Unis, la Grande-Bretagne et les pays d'Europe centrale vont se lancer dans une véritable course aux enfants. Par opportunisme démographique, par peur de les voir endoctrinés par un nouveau totalitarisme, ces pays déplacent et font adopter ces orphelins, effaçant leur histoire et leur identité.

Crimes de guerre en Ukraine, la justice en marche



Un film écrit et réalisé par Elizabeth Dréviillon.

A travers trois enquêtes, ce documentaire décrypte la mécanique mise en place par le pôle investigation pour aboutir au montage de dossiers à la fois pour la justice ukrainienne mais aussi pour la Cour pénale internationale.

Conférences

Faculté de droit et des sciences économiques de Limoges
Campus Turgot
Salle 107

Vendredi 7 avril 2023
15h

IIRCO : Séminaire
Conflits. Droit. Mémoires
Institut international de recherche sur la conflictualité

La commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations
Xavier PERROT
Professeur d'histoire du droit à l'université Clermont Auvergne



Exposition débats

FILMER LES PROCÈS UN ENJEU SOCIAL

Les procès de Nuremberg et d'Adolf Eichmann

Exposition audiovisuelle
Projection d'extraits de films et débats
entrée gratuite

Jeudi 9 mars 2023, 14h
FDS Forum A, 5 rue Félix Eboué, Limoges
Bibliothèque universitaire



FILMER LES PROCÈS UN ENJEU SOCIAL

Les procès de Klaus Barbie, Paul Touvier, Maurice Papon

Exposition audiovisuelle
Projection d'extraits de films et débats
entrée gratuite

Mardi 15 mars 2023, 14h
FDS Forum A, 5 rue Félix Eboué, Limoges
Bibliothèque universitaire




FILMER LES PROCÈS UN ENJEU SOCIAL

Le procès de la dictature chilienne, un procès en absence

Exposition audiovisuelle
Projection d'extraits de films et débats
entrée gratuite

Lundi 20 mars 2023, 14h
FDS Forum A, 5 rue Félix Eboué, Limoges
Bibliothèque universitaire



L'exposition se poursuit à la Bibliothèque universitaire-Droit de Limoges, avant d'être présentée à l'antenne universitaire de Brive

Activités de l'IIRCO / partenaires

Séminaire. Conférences

Université catholique de Lille / C3RD

Le cycle de conférences débats « Autour des procès filmés » se poursuit aussi bien à Lille qu'à Issy-les-Moulineaux. Ont été traités, les questions de l'image (Marie-Eve Saint-Georges, Loïc Laroche et David Faltot), de la vérité (Samantha Pratali, Delphine Dogot et Sarah Durelle-Marc), traumatismes et guerres (Jean Motte et Cathy Leblanc), violences (invité Maître Philippe Simoneau, barreau de Lille), réparer l'irréparable (Sylvie Imbert, Denis Salas et Assumpta Mugiraneza), transparence et archives (Martine Sin-Blima-Barru), lutte contre l'impunité (Xavier Pacreau, Pascal Plas et Joël Hubrecht), l'ère du témoin (Anne Wierworka). L'exposition *Les procès filmés* reste visible à Lille jusqu'à la fin de l'année universitaire.

Institut de recherche sur le droit et la Justice

Dans le cadre du séminaire annuel consacré au thème Justice et guerre : « La place de la justice dans l'effort de guerre et de paix », l'IERDJ organise une conférence débat chaque mois de janvier à novembre 2023.

La quatrième conférence sera consacrée au terrain de la guerre, un terrain de preuves miné pour la Justice « La collecte et la préservation des preuves en temps de guerre ou dans des zones encore instables soulèvent un ensemble de défis et de questions. À quelles difficultés sont confrontées les autorités locales, nationales et internationales et les différents acteurs lorsque les enquêtes sont conduites alors que le conflit est encore en cours ? La preuve est-elle en train de changer de nature avec la numérisation et les réseaux sociaux ? Comment identifier et extraire les éléments probatoires pertinents de la masse d'informations qu'engendre le traitement de la guerre en temps réel ?

SÉMINAIRE

« JUSTICE ET GUERRE »
Le terrain de la guerre, un terrain de preuves miné pour la Justice

Avec **Alexis Demirdjian**, Substitut du Procureur, Chef d'équipe unifiée Ukraine et Géorgie au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale et **Antoine Bernard**, Directeur du plaidoyer, du contentieux stratégique et de l'assistance à Reporter sans frontières, Enseignant à l'Ecole des affaires internationales de Sciences po Paris (PSIA).

Mercredi 26 Avril 2023
10H30 - 12H30

IERDJ
47 bis rue des Vinaigriers, 75010 Paris



Argentine, séminaire Le crime contre l'humanité face à la justice et aux caméras : 35 ans d'archives audiovisuelles de la justice française (1987-2022).

Buenos Aires, Alliance Française, Avenida Cordoba 946, CABA. Cycle de cinq rencontres conçu par Cécile Dazord, Martine Sin Blima-Barru, Monica Zwaig et Claudia Feld sous le titre « **Le crime contre l'humanité face à la justice et aux caméras** » qui se déroulera du 20 avril au 22 juin prochain. La première conférence qui se tiendra le 20 avril 2023 est consacrée au procès Eichmann (intervenants : Christian Delage et Fabien Théophilakis). La seconde conférence aura lieu le 11 mai 2023 sous le titre : « **Seconde guerre mondiale : l'Obersturmführer, le milicien et le préfet. Les procès de Klaus Barbie, Paul Touvier, Maurice Papon** ». Intervenants : Pascal Plas et Claudia Feld. Débats animés par Martine Sin Blima-Barru, Claudia Feld, et Monica Zwaig.

LA ¿MÁS? NOCHE DE LAS IDEAS

CONVERSATORIO
NUNCA MÁS, Victoria Ocampo, tronista en los juicios de Nuremberg. Escritoras en las salas de audiencia.
Cécile Dazord y Monica Zwaig, junto a Raquel Robles y Félix Bruzzzone

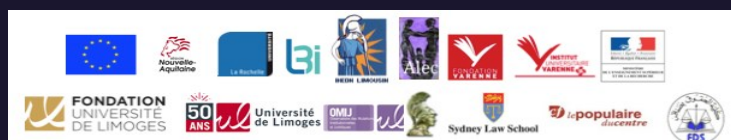
Viernes 31 de Marzo 18.30 h
Auditorio (primer piso) Alianza Francesa de Buenos Aires



IFJD-Institut Louis Joinet

Dans le cadre de son séminaire *La justice après la guerre*, l'IFJD—Institut Louis Joinet organise le 4 avril à partir de 18h une cinquième séance de conférence. Interviendront : Magalie Besse, Docteur en droit, Directrice de l'IFJD, (L'Incidence de la fin du conflit sur la justice transitionnelle) et Kelly Picard, Maître de Conférence à l'Université Jean Monnet de Saint Etienne, (Le préjudice historique)

Iirco : Le samedi 11 février 2023, Robert Hébras, dernier survivant du massacre d'Oradour-sur-Glane décédait. Une cérémonie officielle s'est déroulée dans le village martyr d'Oradour le vendredi 17 février 2023 en présence du Ministre de l'éducation nationale Pap Ndiaye, la secrétaire d'état aux anciens combattants, Patricia Mirallès ainsi que de l'ancien président de la république François Hollande. Une émission spéciale de France Télévision a été consacrée à l'ensemble de la cérémonie qui est commentée en direct par Pascal Plas, directeur de l'Iirco. Le film de 2h22 est disponible en replay sur le site de France.Tv actualité et société.



Conception et réalisation :
Pascal Plas, Camille Hivert,
Rosanna Golfier, Léa Berthomiers